****



**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**

**Conseil interaméricain pour le développement intégré**

**(CIDI)**

OEA/Ser.W

CIDI/doc.290/20

8 mai 2020

Original: anglais

**SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)**

**PLAN DE TRAVAIL 2020**

**SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)**

**PLAN DE TRAVAIL 2020**

**INTRODUCTION**

Le présent document a été élaboré par le Secrétariat en réponse à une requête des États membres demandant de leur fournir un Plan de travail 2020 à jour pour le SEDI, qui mentionnerait les étapes et les mesures prises pour aborder la crise sanitaire, économique et sociale créée par la pandémie de COVID-19 et s’y adapter.

Les initiatives entreprises par le SEDI/OEA visent à réaliser sa vision d’améliorer les compétences institutionnelles, humaines et techniques dans les Amériques au moyen de partenariats multisectoriels et de coopération en vue du développement durable. Tel qu’établi par les États membres dans le Plan stratégique de l’OEA, le SEDI fait porter tous ses efforts sur 5 domaines d’action.

**Domaines d’action :**

1. **Promouvoir des économies inclusives et compétitives :** Appuyer la croissance économique, la compétitivité, la productivité et l’innovation, en portant une attention particulière aux MPME.
2. **Développement durable et environnement :** Accroitre la durabilité et la résilience dans les Amériques.
3. **Promouvoir l’éducation et le développement humain dans les Amériques :** Réduire la pauvreté, l’inégalité et l’exclusion en améliorant l’accès à une éducation de qualité et à un travail décent.
4. **Promouvoir le travail décent, digne et productif pour tous :** Renforcer l’administration du travail dans les Amériques
5. **Encourager la coopération pour le développement et établir des partenariats**

**Approche commune :**

Le Secrétariat travaille en suivant une approche commune dans tous ses domaines de travail, ce qui s’appuie sur les forces de l’Organisation et sur la valeur offerte aux États membres :

* **Un dialogue en matière de politiques** pour comprendre les défis communs et trouver des solutions.
* **La coopération** et le partage de connaissances pour partir de solutions qui ont fonctionné et accélérer le développement.
* **Des partenariats** pour prendre des mesures collectivement, en tirant parti de compétences fondamentales.

Vers la fin de 2019, le SEDI s’est efforcé de concevoir une orientation programmatique globale, intitulée *“An Integrated Approach for Building Resilience and Competitiveness in the Americas”* (approche intégrale visant à accroitre la résilience et la compétitivité dans les Amériques). L’orientation programmatique a été élaborée pour être un objectif global intersectoriel pour tous les services du SEDI, dans notre progression vers l’objectif conséquent d’**accroitre la résilience** et d’**accroitre la compétitivité** par la mise en œuvre des domaines d’action ci-dessus, figurant dans le Plan stratégique de l’OEA.

**Aider les États membres à répondre à la pandémie de COVID- 19 :**

Le SEDI/OEA s’engage à appuyer les États membres dans les efforts qu’ils déploient pour relever les défis plantés par la pandémie de COVID-19. Pour ce faire, le Secrétariat a suivi l’approche en trois parties suivante :

1. **Ajuster le portefeuille** de projets existants pour appuyer les efforts consentis par les États membres pour lutter contre la pandémie de COVID-19. **Explorer de nouveaux projets** qui peuvent être mis sur pied rapidement.
2. **Faire appel à des partenaires multisectoriels** pour complémenter nos efforts.

Les initiatives et mesures détaillées ci-dessous comprennent tant les mesures prévues par le SEDI au début de l’année que la réponse ou les ajustements apportés jusqu’à maintenant étant donné les changements de priorités et les questions de logistique qui se sont avérés nécessaires pour faire face à la crise collectivement.

**PLAN DE TRAVAIL 2020 DU SEDI/OEA : ACTIVITÉS PRÉVUES ET RÉSULTATS ATTENDUS**

|  |
| --- |
| **DÉPARTEMENT/SECTION : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**  |
| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS**  | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE / ADAPTATION À LA COVID-19**  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **1. Promotion d’industries inclusives et compétitives** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.1. Accroitre la capacité des institutions des États membres qui appuient la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes encourageant la productivité, l’entreprenariat, l’innovation et l’internationalisation de microentreprises, de petites et de moyennes entreprises (MPME), de même que de coopératives et d’autres unités de production.** |
| **MPME :** |
| **Mise en œuvre du Plan de numérisation des MPME de l’OEA** | Viabilité économique et résilience des PME. En améliorant l’accès à Internet, les PME pourront capitaliser sur la demande qui existe pour leurs produits sur Internet.  | Mise en œuvre du Plan de numérisation des MPME de l’OEA dans plus de 10 pays | **Interne (OEA) :** Bureau de direction du SEDI - CooperaNet, Département du développement durable (énergie / eau). **Externe :** KOLAU (basée à Silicon Valley), Facebook, PayPal et d’autres systèmes de paiement en ligne, et des États membres de l’OEA. Des partenaires gouvernementaux et des institutions financières locales, la BID, le programme de développement Compete Caribbean Partnership Facility, Caribbean Export Development Agency (organisme d’exportation des Caraïbes). | **Capitaliser sur les partenariats : Le** SEDI travaille conjointement avec des partenaires importants pour offrir un ensemble de services et de ressources à nos États membres.  1.Facebook:·Initiative visant à appuyer les MPME pendant la COVID-19 et juste après.·Tables fondes en ligne.·Cours en ligne.2. Services Web d’Amazon (AWS) :·séries de blogs ·solutions utilisant les TI ·ressources en matière d’éducation ·Educate.com·Systèmes de sécurité virtuels ·Surveillance et analyse de données  |
| Formation et ressources pour aider les entreprises à devenir résilientes (vidéo en direct sur YouTube tous les mois) | Formation en compétences numériques pour des PME dans au moins 5 pays |
| **Modèle de centre de développement des petites entreprises** | Certification en ligne et plateforme de formation pour les MPME pour permettre aux centre de développement des petites entreprises des Caraïbes d’accroitre leur résilience  | Étendu à d’autres États membres intéressés. |
| Assistance technique ciblée offerte à des centres de développement des petites entreprises et à leurs clients dans des domaines prioritaires comme : connaissances financières de base et gestion, productivité, accroissement de la résilience et compétitivité.  |
| Prestation de services de vulgarisation de la technologie à des centres de développement des petites entreprises clients.  |
| Offre d’assistance technique et de renforcement des capacités aux centres de développement des petites entreprises clients, en particulier les industries culturelles, créatives et du tourisme.  |
| Construction et lancement d’une plateforme d’apprentissage en ligne destinée aux centres de développement des petites entreprises. |
| **Centre d’information en ligne de politiques et de programmes à l’intention des MPME et bulletin mensuel sur le développement des MPME**  | Appel lancé pour recueillir des politiques et des programmes publics portant spécifiquement sur la résilience des PME, la continuité de leurs opérations et leur compétitivité  | Centre d’information permettant d’accéder à un vaste inventaire compilé pour la région de bonnes pratiques en matière de politiques publiques et de programmes destinés à accroitre la résilience et la compétitivité des PME  |
| Partage de politiques publiques et de programmes portant spécifiquement sur la résilience et la compétitivité des PME  | Chaque numéro du bulletin mensuel sur le développement des MPME comportera un article vedette sur la résilience des PME  |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES : Suivi du Dialogue interaméricain de haut niveau de responsables de MPME** | Réunions virtuelles portant principalement sur la résilience des PME, la continuité de leurs opérations et leur compétitivité  | Au moins 10 bonnes pratiques seront partagées et des opportunités concrètes de coopération en matière de politiques et de programmes visant à appuyer la résilience et la compétitivité des MPME seront identifiées  |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.2. Accroitre la coopération régionale, intensifier les partages de connaissances, encourager le transfert de technologie selon des conditions convenues entre les parties, et resserrer la collaboration intersectorielle entre les États membres et au sein de ceux-ci dans les domaines de la compétitivité, la productivité et l’innovation.**  |
| **Compétitivité :** |
| **Réseau interaméricain de compétitivité (RIAC)Échange sur la compétitivité des Amériques en matière d’innovation et d’entreprenariat (ECA)** | Partage de solutions, de données d’expériences provenant de villes et de sites importants sur la résilience économique pour la compétitivité, création de partenariats  | Deux nouvelles éditions de l’ECA ont eu lieu et au moins 10 partenariats à long terme ont été établis en matière de développement économique local amené par l’innovation D’importants décideurs des Amériques et d’ailleurs feront eux-mêmes l’expérience de la vaste gamme de projets, d’investissements stratégiques, de partenariats public-privé et de bonnes pratiques provenant des écosystèmes de la région relatifs à l’innovation et à l’entreprenariat. L’ECA encourage les partenariats en donnant suite à des idées et à des modèles qui fonctionnent pour créer des emplois dans le but de renforcer les économies dont le moteur est la communauté.  | **Interne (OEA) :** RIAC, Bureau de direction du SEDI, départements du SEDI, Bureau du Conseiller stratégique. **Externe :** collaboration entre CONAMER et le Mexique entre des hauts fonctionnaires des pays, des États ou provinces et des municipalités, des chefs de file du secteur privé, et le monde universitaire, le Département du commerce des États-Unis (Economic Development Administration et International Trade Administration), le Département d’État des États-Unis, la Fondation panaméricaine pour le développement (FUPAD), les États membres de l’OEA, le secteur privé et le monde universitaire | **Identifier les capacités et els approches novatrices qui favoriseront la compétitivité :** L’accélérateur d’idées du RIAC sur la COVID-19 identifie et partage des produits et services novateurs basés sur les solutions pour aborder certains des besoins les plus pressants amenés par la COVID-19.**Partage de connaissances et échange de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des opportunités d’apprentissage, de partage de projets, de données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à déployer, répliquer ou adapter des initiatives visant à mitiger les défis que pose la COVID-19.- Participation à des séries de réunions virtuelles, de webinaires et d’ateliers virtuels.- Portefeuille de ressources en matière de développement et de réponses des États membres à la COVID-19 en ce qui concerne la compétitivité. |
| **Groupe d’experts en compétitivité sous-nationale (GTECS):** Groupe de travail sur la construction (permis) GTECS. | Partage de bonnes pratiques locales pour la mise en œuvre de réformes de la réglementation, en particulier en ce qui concerne l’émission de permis de construction | La mise en œuvre de la méthodologie VECS (Simplified Construction Window) de CONAMER commence dans 2 pays : 3 procédures, 10 jours de travail et 5 interactions avec l’Autorité nationale  |  |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :** Préparation du Forum sur la compétitivité dans les Amériques et de la Réunion annuelle des ministres, des hauts fonctionnaires et des Conseils de la compétitivité des Amériques. | Conception d’une approche fondée sur les données pour accroitre la compétitivité et encourager la résilience des PME dans les Amériques | Conception d’une approche fondée sur les données visant à accroitre la compétitivité. La mise en œuvre commence dans deux pays  | Le Forum sur la compétitivité dans les Amériques (FCA) portera principalement sur les politiques et les capacité institutionnelles nécessaires pour faire face aux implications économiques à court, moyen et long terme de la COVID-19. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.3. Accroitre la coopération dans le but de renforcer les capacités institutionnelles des États membres d’incorporer les innovations ainsi que les technologies transformatrices qui leur permettront de créer une valeur ajoutée et de diversifier leur économie de façon durable et inclusive.** |
| **Science et technologie :** |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :** Sixième Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie. Thème : “Harnacher la puissance des sciences et technologies transformatrices pour faire progresser nos communautés”Groupes de travail de la COMCYT sur a) l’innovation; b) l’enseignement en génie; c) l’infrastructure nationale de qualité; d) le développement technologique. | Des défis à l’échelle régionale pour “accroitre la résilience” seront présentés à la conférence ministérielle de même qu’à la deuxième édition de Prospecta Americas, pour tenter de trouver des solutions à la fine pointe de la technologie.  | La conférence ministérielle est une occasion d’examiner à la lumière du développement la plateforme permettant de faire des prévisions et de soumettre les résultats aux chefs d’État à l’occasion du Sommet des Amériques. | **Interne (OEA) :** Bureau de direction du SEDI et départements du SEDI. **Externe :** NCST-Jamaïque, CONCYTEC, Purdue University, Université de Sao Paolo, UNAM, PUCP-Pérou, ElementAI (Canada), Université Externado de Colombie, Illinois Institute of Technology, Université Georgetown, AWS et d’autres partenaires du secteur privé et du monde universitaire. | **Ressources technologiques pour tous :**La prochaine Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires (REMCYT) (Jamaïque, novembre 2020) portera principalement sur des solutions en matière de science et de technologie aux défis les plus pressants des États membres relatifs à la COVID-19.Le SEDI travaille avec la COMCYT pour apporter des réponses novatrices et basées sur la technologie aux défis actuels et éventuels découlant de la COVID-19, comme un réseau interaméricain de modélisation et de simulation pour les situations d’urgence, dans le cadre de Prospecta Americas. |
| **Prospecta Americas**: Plateforme de prévision portant sur les technologies transformatrices et les technologies émergentes. | Réviser les 10 technologies identifiées et en identifier l’incidence potentielle sur tous les services du SEDI. | Début du processus visant à établir des centres d’excellence de prospective interaméricains sur deux des dix technologies transformatrices.1. Nanomatériaux/nouveaux matériaux; 2. Robotique – satellites; 3. Biologie synthétique; 4. Génie biomédical; 5. Mégadonnées; 6. Chaine de blocs; 7. Ordinateurs quantiques; 8. Réalité amplifiée; 9. Réalité virtuelle; 10. Intelligence artificielle.  |
| Examiner l’état de préparation, les tendances, de même que l’incidence potentielle des technologies émergentes sur le secteur de la production et sur l’économie. |
| Chercher des solutions à des défis en matière de développement en utilisant des technologies émergentes.  |
| **Centre de commercialisation et de transfert de technologie des Amériques**  |   | Aider à accélérer 10 technologies dans des domaines où elles font le plus défaut, en les accompagnant de leur conception à la mise en marché. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.4. Appuyer les États membres dans le renforcement des capacités d’institutions qui encouragent la création d’activités économiques durables dans les secteurs du tourisme et de la culture**  |
| **Tourisme :**  |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :** Processus ministériel et Commission interaméricaine du tourisme (CITUR)  | Diriger le travail dans le secteur du tourisme vers des PME afin de soutenir l’économie locale et de la rendre résiliente et compétitive. | Réunions virtuelles du bureau de la CITUR, de la Troïka et de ses groupes de travail | **Interne (OEA) :** Bureau de direction du SEDI,,– CooperaNet, Département du développement durable, Portail éducatif des Amériques. **Externe :** Campus Cave Hill de l’Université des Indes occidentales à la Barbade, Banque de développement des Caraïbes, Accord Andrés Bello, Université George Washington et Bureau des Affaires indiennes des États-Unis. | **Partage de connaissances et échange de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des opportunités d’apprentissage, de partage de projets, de données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à déployer, répliquer ou adapter des initiatives visant à mitiger les défis que pose la COVID-19.- Participation à des séries de réunions virtuelles, de webinaires et d’ateliers virtuels.- Portefeuille de ressources en matière de développement et de réponses des États membres à la COVID-19 dans le domaine du tourisme. |
| Renforcer les raisons qui sous-tendent le renforcement de la résilience dans le domaine du tourisme, en particulier dans les Caraïbes. | Mise en œuvre du Plan de travail de la CITUR |
| **Modèle de gestion du développement du tourisme communautaire durable pour les Amériques**  | Lien entre le travail dans le domaine du tourisme et les PME dans le but de soutenir l’économie locale et la résilience et la compétitivité  | Conscientisation accrue sur le renforcement de la résilience pour le tourisme, en particulier dans les Caraïbes. |
| Cours en ligne sur la résilience du tourisme donné par le biais du Portail éducatif des Amériques*.* |
| **Réseau sur le tourisme rural basé sur la communauté**  |  | Élaboration de lignes directrices pour le tourisme rural basé sur la communauté |
| **Renforcement de la résilience aux catastrophes des petites entreprises des Caraïbes dans le domaine du tourisme**  | Exploration du potentiel d’élaboration d’un cours en ligne sur la résilience dans le domaine du tourisme, sur le Portail éducatif des Amériques  | Développement de compétences numériques au sein des PME dans le domaine du tourisme  |
| **Fonds continental du tourisme** |  | Lancement du quatrième cycle de programmation et choix d’au moins 2 projets qui recevront un financement  |
| **Culture :**  |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :** Processus ministériel et Commission interaméricaine de la culture (CIC).  |  | Préparation d’au moins deux réunions virtuelles du groupe de travail sur les comptes satellite de la culture  | **Interne (OEA) :** Bureau de direction du SEDI**Externe :** Campus Cave Hill de l’Université des Indes occidentales à la Barbade, Banque de développement des Caraïbes, Accord Andrés Bello. |         |
| Méthodologie relative aux comptes satellite de la culture adaptée pour les Caraïbes par l’Accord Andrés Bello  |
| Exécution du Plan de travail de la CIC |
| Fin de la première édition du cours en ligne sur la culture et l’économie  |
| **Lien entre les industries créatives et de la culture et les PME.** | Faire porter la culture sur les industries créatives liées à des PME  | Fin du cours en ligne sur la culture et l’économie.  |
| Adaptation aux Caraïbes de la méthodologie de l’Accord Andrés Bello sur les comptes satellite de la culture |
| **Réseau du patrimoine de la Caraïbe**  |  | Mise en œuvre en cours du plan de durabilité du Réseau du patrimoine de la Caraïbe. Le Réseau sera géré par le Département d’histoire de l’Université des Indes occidentales après la réalisation du projet. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **DÉPARTEMENT/SECTION : COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES PORTS (CIP)** |  |  |
| **INITIATIVES / ACTIVITÉS :** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS**  | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE / ADAPTATION À LA COVID-19**  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcer la mise en œuvre d’objectifs en matière de développement durable, conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.1. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe, conformément aux objectifs et aux mesures stratégiques contenus dans la section 3.1 du PIDS** |
| **Ports :** |
| **Gestion des risques de catastrophe pour les ports des Caraïbes** | Renforcement de la capacité des États membres de la Caraïbe de répondre à des situations d’urgence et à des risques de catastrophe afin de réduire l’incidence de catastrophes naturelles et de catastrophes provoquées par l’homme sur la poursuite des activités commerciales et d’accroitre la résilience des ports. | Mise sur pied d’un projet visant à obtenir du financement et à établir des modalités d’exécution (États-Unis – Pays-Bas USD $500 000). | **Interne (OEA) :** Département du développement durable. **Externe :** CEDEMA (agence caribéenne de gestion des situations d’urgence et des catastrophes), garde côtière des États-Unis, OMI (Organisation maritime internationale), ASA, Hudson Analytix, autorités nationales des ports de la Caraïbe, FEMA (agence fédérale de gestion des situations d’urgence des États-Unis), PMAC (association de gestion portuaire de la Caraïbe) et T&T Salvage se sont dits intéressés par MAESK. | **Partage de connaissances et échange de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des opportunités d’apprentissage, de partage de projets, de données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à déployer, répliquer ou adapter des initiatives visant à mitiger les défis que pose la COVID-19.- Participation à des séries de réunions virtuelles, de webinaires et d’ateliers virtuels.- Portefeuille de ressources en matière de développement et de réponses des États membres à la COVID-19 dans le domaine des ports. |
| Réalisation d’une évaluation (du risque et des capacités), y compris une révision des plans actuels d’intervention en cas d’urgence dans les ports de la Caraïbe et établissement d’une base de compétences.  |
| Étant donné que le commerce et le tourisme sont le principal moteur de l’économie de la région, une continuité commerciale accrue amène une durabilité économique et une plus grande compétitivité. | Rédaction d’un Plan modèle pour les interventions d’urgence pour les ports de la Caraïbe. Élaboration ou mise à jour de plans pour les interventions d’urgence à l’intention des ports, portant principalement sur la Caraïbe. Approche par étapes : évaluation de référence; conception d’un modèle de plan que chaque pays peut adapter; formation; exercices dans les ports. Recommandation – mises à jour des lois nationales. |
| Quatre ateliers régionaux de formation en gestion des risques de catastrophe dans les ports ont été donnés à 15 agents portuaires. |
| Réalisation d’un exercice de simulation d’une situation d’urgence dans deux (2) ports (quatrième étape, mise en œuvre prévue pour 2021)  |

|  |  |
| --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promotion de l’éducation et du développement humain dans les Amériques** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.4. Encourager l’accès, dans les États membres, à la possibilité de faire des études équitables, inclusives et de qualité à tous les niveaux, selon toutes les modalités, dans les quatre langues officielles de l’Organisation**  |
| **Programme de bourses d’études, de perfectionnement et de renforcement des compétences de la CIP**  |
| Consolider le Programme de bourses d’études et de perfectionnement de la CIP et offrir en outre une formation portant principalement sur la résilience des ports.  | Offre d’une formation continue sur les pratiques en matière de résilience à l’intention de la Caraïbe anglophone; offre de cours similaires aux États membres hispanophones.La résilience et la continuité du commerce seront inclus dans cette formation en tant que l’un des thèmes importants.     | Au moins 180 agents portuaires ont reçu une formation, y compris en gestion des risques de catastrophe et résilience, de même qu’en matière de compétitivité. | **Externe :** Puertos del Estado (Espagne), autorité portuaire nationale du Pérou (APN), Organisation maritime internationale (OMI), garde côtière des États-Unis (USCG), autorité portuaire de Busan (Corée), Fundación ValenciaPort (Espagne), port de Buenos Aires (Argentine), American Association of Port Authorities (AAPA), Piedroba Consulting Group, International Association of Dredging Companies (IADC), SOGET (France). |   |
| Ateliers sur la sécurité portuaire avec la Caraïbe  |   |
| Cours en ligne sur la logistique portuaire et la compétitivité des ports. |  |
| Études de maîtrise sur la gestion des ports et le transport intermodal  | Au moins une bourse d’études complète a été accordée à un agent portuaire pour une maîtrise en gestion portuaire. |
| Conférences techniques continentales sur la sécurité portuaire, la gestion durable, la parité hommes-femmes, la responsabilité sociale et la relation port-ville. | Au moins 300 agents portuaires et de l’industrie maritime ont reçu des renseignements sur des pratiques réussies en matière de gestion –portuaire intégrée dans trois (3) conférences continentales et un (1) forum sur les pratiques qui ont réussi en matière de développement portuaire.  |
| Un recueil et du matériel de formation sur la logistique portuaire, l’innovation et la compétitivité seront élaborés dans le cadre du Groupe de conseillers techniques (GCT) de la CIP sur la logistique, l’innovation et la compétitivité.  | Collecte de matériel et de pratiques qui ont réussi en vue d’éventuelles formations en logistique portuaire, en innovation et en compétitivité.  |

|  |  |
| --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. Promotion de la coopération en matière de développement et des partenariats** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.1. Promotion de la coopération bilatérale, sud-sud, triangulaire et internationale dans le Continent américain** |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :** Douzième Réunion ordinaire de la CIP  | Inclusion, dans la Résolution de Buenos Aires, de la résilience, en tant que domaine dans lequel la collaboration sera accrue entre les ports de la région, en ce qui concerne la gestion des risques de catastrophe et la continuité du commerce. | Élection d’un nouveau Comité exécutif de la CIP  |   |   |
| La Résolution de Buenos Airescomprend la compétitivité des ports en tant que domaine prioritaire, soulignant l’importance de celle-ci pour le développement socio-économique dans les États membres.  | Approbation d’une résolution ainsi que du Plan d’action 2020-2022 et du budget correspondant.  |
| **Activités visant à obtenir des membres associés et des donateurs additionnels.**  | Une collaboration public-privé par le biais de membres associés favorise des partenariats stratégiques durables en vue d’un développement efficient et compétitif des ports.  | Obtention et officialisation d’un soutien pour des domaines prioritaires de la CIP, dont la résilience et la compétitivité.  |
| Obtention et officialisation d’un soutien pour des domaines prioritaires de la CIP, dont la résilience et la compétitivité.  | Identification de nouveaux partenaires stratégique, de nouveaux membres associés de la CIP et de nouveaux donateurs potentiels.  |

|  |
| --- |
| **DÉPARTEMENT / SECTION : DÉVELOPPEMENT DURABLE (DDD)** |
| **INITIATIVES / ACTIVITÉS :** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS**  | **COOPÉRATION ET PARTENARIAT** | **RÉPONSE / ADAPTATION À LA COVID-19**  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcement de la mise en œuvre des objectifs de développement durable conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.1. Amélioration des capacités des États membres dans le domaine de la gestion du risque de catastrophe en accord avec les buts et les mesures stratégiques figurant dans la section 3.1 du PIDS** |
| **Gestion des risques de catastrophe :** |
| Programme destiné à des équipes communautaires régionales d’intervention en cas d’urgence selon une approche à la résilience fondée sur la communauté tout entière.  | Renforcer la résilience chez les PME liées au tourisme, à partir du modèle des équipes communautaires régionales d’intervention en cas d’urgence. Il s’agit d’une tentative de construire une approche à la résilience fondée sur la communauté tout entière, y compris en demandant aux commerces de s’engager à long terme envers la résilience de la communauté. | Élaboration de références (webinaires, ateliers, et publication de livres blancs) en matière de connaissances et de compétences pour les interventions communautaires en cas d’urgence dans les États membres de la CARICOM et au-delà. | **Interne (OEA) :** Réseau interaméricain d’atténuation des effets des catastrophes (RIMD), Bureau exécutif du SEDI, Département du développement humain, de l’éducation et de l’emploi, CIP, SSM, Secrétariat au renforcement de la démocratie, JID, Bureau du SGA. **Externe :** La Federal Emergency Management Agency (FEMA) des États-Unis (agence fédérale de gestion des situations d’urgence) a été identifiée comme un partenaire potentiel incontournable pour la mise en œuvre de l’approche utilisée par les équipes communautaires régionales d’intervention en cas d’urgence dans l’ensemble du Continent américain. Les équipes communautaires régionales d’intervention en cas d’urgence ont également établi des partenariats locaux. Les services Web d’Amazon, la NASA, NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration des États-Unis). | **Partage de connaissances :**Publication de nouveaux articles par nos spécialistes sur les façons d’aborder les défis en matière de développement durable liés à la pandémie (spécifiquement sur le PIDS et l’atténuation des effets des catastrophes). |
| **Politiques et programmes dirigés vers les données et la science à l’intention des décideurs**  |  Conscientiser les décideurs à la pertinence de suivre une approche dirigée vers les données dans l’élaboration de programmes et de politiques visant le renforcement de la résilience. | Atelier de conscientisation et de compréhension des façons dont la science et les données peuvent orienter les politiques et les programmes visant à renforcer la résilience et la gestion des risques de catastrophe. |
| Projet “Renforcement de la résilience aux catastrophes des petites entreprises touristiques de la Caraïbe”; | Des ateliers aideront à identifier des partenariats potentiels pour rendre les plans opérationnels, sur la base des vulnérabilités, des expositions et des chaines d’approvisionnement locales. |   |
| Webinaires, ateliers et publication de livres blancs sur des applications des systèmes basés sur le nuage et de ceux basés sur l’Internet pour “la prévention de catastrophes, la résilience et les secours”. |   | Réduction de la perte de la part du marché à cause d’interruptions dues à des catastrophes  |
| Cours à l’intention d’équipes communautaires régionales d’intervention en cas d’urgence : cours de base, formation des formateurs et gestionnaires de programmes (dans certains États membres) |   | Réduction du nombre d’interruptions d’opérations commerciales dans domaine du tourisme dues à des catastrophes  |
| **Rationalisation** des **objectifs** en matière de **gestion des risques de catastrophe** dans tous les piliers de la Charte de l’OEA et dans tous les services du Secrétariat général, en particulier au sein du SEDI. Apporter un soutien technique aux services suivants : |   | Intégration des objectifs en matière de gestion des risques de catastrophe dans tous les services du Secrétariat général. |
| Révision de projets soumis au Programme spécial de formation (PEC) en vue de rationaliser les objectifs en matière de gestion des risques de catastrophe. |
| Formulation de projets qui abordent des facettes spécifiques de la gestion des risques de catastrophe et un service spécifique.  |
| **Partage de renseignements et de connaissances : entretien de la base de données en ligne du Réseau interaméricain d’atténuation des effets des catastrophes (RIMD), et publication de « Disasters This Week ».** | Mise à jour de la base de données en ligne du Réseau interaméricain d’atténuation des effets des catastrophes (RIMD) et publication à des intervals réguliers de « Disasters This Week ». |   |
|
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.2. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine de la gestion durable d’écosystèmes suivant les objectifs et les mesures stratégiques énoncés dans la section 3.2 du PIDS.** |
| **Gestion durable des écosystèmes :** |
| Appuyer les États membres dans les efforts qu’ils déploient pour atteindre l’ODD 15 de “Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et renverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l’appauvrissement de la biodiversité”, dans le but primordial de renforcer la résilience des communautés. | Les écosystèmes en bonne santé sont à la base d’économies compétitives et résilientes. Les écosystèmes résilients ont une corrélation positive avec divers facteurs de production tels : la santé et la productivité des travailleurs, des chaines d’approvisionnement basées sur des ressources provenant d’écosystèmes locaux et la santé des actifs côtiers sur lesquels dépendent des secteurs comme le tourisme. Des écosystèmes résilients comme les récifs de corail et les mangroves accroissent la résilience des villes et des communautés côtières aux catastrophes.  | Obtention de financement et établissement des modalités d’exécution des projets.  | **Interne (OEA) :** Villes durables, résilience et gestion des risques en collaboration avec d’autres services du Département du développement durable, Département du développement économique, CICTE, CIP.**Externe :** Association andine de développement, Global Environment Facility (GEF). |   |

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.3. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine de la gestion intégrée des ressources hydriques suivant les objectifs et les mesures stratégiques énoncés dans la section 3.3 du PIDS.** |
| **Eau :** |
| Portefeuille de projets abordant des chocs précis relatifs à l’eau qui affectent le secteur (bassin du fleuve Lempa - Trifinio, bassin du Plata, fleuve Bravo)1. Changements dans l’approvisionnement en eau, liés à la variabilité du climat et au changement climatique.2. Qualité de l’eau liée à la pollution 3. Conflits relatifs aux eaux transfrontalières. 4. Limites du point de référence en matière d’information et de connaissances relatives au renforcement de la résilience dans le secteur hydrique. | Le renforcement de la résilience et la compétitivité peuvent être minés par des changements dans l’approvisionnement en eau, liés au changement climatique et à la variabilité du climat; par la réduction de la qualité de l’eau à cause de sources de pollution terrestres; enfin, par des conflits sociaux, en particulier près de sources d’eau transfrontalières. La résilience et la compétitivité peuvent être accrus par l’accès à une technologie appropriée; l’efficacité hydrique; la gestion de la demande en eau et l’utilisation de systèmes d’approvisionnement en eau résilients.  | Développement de systèmes d’alerte rapide pour les sécheresses (politique continentale en matière de sécheresses, systèmes d’aide à la prise de décision, soutien à la décisions, hemispheric policy on droughts, Decision Support systems, PIACT), | **Interne (OEA) :** Questions politiques, CICTE, CIDH, CIM. **Externe :** Stratégie de la BID relative aux eaux transfrontalières, panel mondial sur l’eau et Convention sur l’eau des Nations Unies, IAI, SICA, CARICOM, CIC, BID, CWWA (Carribbean Water and Wastewater Association), Geneva Water Hub for Cooperation, OPS, COSUDE, Association andine de développement, Université internationale de la Floride, Université de San Luis Potosi (Mexique), CODIA, Programme des Nations Unies pour l’environnement, Programme hydrologique intergouvernemental de l’UNESCO, OMM. | **Incorporation de pratiques et d’approches relatives au développement durable à la réponse apportée à la COVID-19 :**Groupe de travail pour élaborer des interventions en matière de gestion hydrique dans des zones rurales pour après la COVID, composé d’experts en gestion des risques pour la santé de l’Université de San Luiz Potosí, au Mexique (UASLP) et de spécialistes de l’équipe hydrique de l’OEA. Le SEDI explore également une possible collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l’environnement et l’Université d’État de la Georgie pour la conception d’un Plan d’action destiné à aider les États membres de la Caraïbe à institutionnaliser l’utilisation de systèmes d’information géographique (SIG) pour la surveillance épidémiologique.Le SEDI négocie avec des donateurs\* pour renforcer les capacités des pays participant aux projets hydriques du SEDI (aux fleuves Bravo, La Plata et dans la région de Trifinio), lesquels ont une incidence direct sur la mitigation de la crise de la crise de la COVID-19 en se préparant pour les saisons sèches ou de sécheresse, quand une quantité moindre d’eau est disponible pour le lavage des mains (\*Global environment facility (GEF), Association andine de développement, et Programme des Nations Unies pour le développement). |
| Élaboration d’un plan directeur sur l’infrastructure hydraulique stratégique (usines d’eau potable et de traitement des eaux) |
| Élaboration de scénarios pour des bilans et pour des contrats à terme sur l’eau  |
| Création d’un modèle de partenariats public-privé et d’un portefeuille d’investissements à partir du Plan d’action stratégique (celui de Global Environment Facility (GEF)). |
| Tenue d’ateliers régionaux, de conférences visant le partage de connaissances et réalisation d’apprentissage à distance. |
| Présentation de stratégies régionales visant la conservation et l’utilisation durable de ressources marines (économie bleue) |
| Élaboration d’un ordre du jour commun sur la gestion de l’eau avec des organismes politiques sous-régionaux : | Conception et mise en œuvre d’un modèle de partenariat public-privé pour l’eau potable et le traitement des eaux (Santé et santé humaine) au sein de l’OEA;  |
| Mise en œuvre d’un mécanisme virtuel de coordination et de partage d’information sur la gestion des ressources hydriques.  | Élaboration de lignes directrices en matière d’eau et de cybersécurité pour des institutions d’eau potable et de traitement des eaux. |
| Dialogue avec des partenaires mondiaux et régionaux dans le domaine de l’eau : ONG, secteur privé et secteur universitaire pour identifier des occasions d’aider les États membres à faire face à leurs défis relatifs à l’eau. | Élaboration d’accords techniques et de protocoles de travail sur la gestion des eaux. |
| Conception et mise en œuvre de programmes multidisciplinaires visant à accroitre la participation de la population, en particulier les femmes, les jeunes et les groupes autochtones à des initiatives nationales et régionales sur l’eau, dont l’adaptation au changement climatique. | Accroissement de la participation de la population à des initiatives nationales et régionales relatives à l’eau, dont l’application au changement climatique. |
| Mesures préalables visant à permettre au SG/OEA d’avoir accès à des ressources du Green Climate Fund (GCF) ainsi que d’autres organisations et mécanismes de financement. | Établissement de nouveaux partenariats stratégiques avec des partenaires internationaux et extension de partenariats stratégiques actuels. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.4. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine des villes et communautés durables en accord avec les buts et les mesures stratégiques énoncés dans la section 3.4 du PIDS.** |
| **Villes durables :** |
| Formation de fonctionnaires et de jeunes sur les façons d’amener des changements pour obtenir des villes et des communautés durables  | Appuyer les États membres dans les efforts qu’ils déploient pour mettre en œuvre des approches intégrées dans des milieux urbains, en abordant des défis en matière de transport et de mobilité, d’efficience énergétique, d’eau et de traitement des eaux, de gestion des déchets, de santé et d’éducation, en facilitant la redondance et la résilience des services de base, en protégeant les écosystèmes urbain et en apportant des solutions socialement inclusives. | Révision des dispositions relatives à un cours en ligne ouvert à tous sur les villes durables et à un projet à cet égard.  | **Interne (OEA) :** Portail éducatif des Amériques. **Externe :** GEF, tous les domaines d’action ainsi que le programme-choc Villes durables ont été identifiés comme des partenaires potentiels. |   |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.5. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine de la gestion de l’énergie durable, accordant la priorité à la promotion de l’énergie propre, renouvelable et durable sur le plan environnemental de même qu’à l’efficience énergétique, en accord avec les buts et les mesures stratégiques présentés dans la section 3.5 du PIDS.** |
| **Énergie** |
| Quatrième Réunion ministérielle **de l’énergie et du climat du Partenariat des Amériques sur l’énergie et le climat (ECPA)** *(la suite et l’intérêt de l’ECPA devraient être établis lors de la réunion ministérielle)* | Le prix élevé de l’électricité est la principale menace à la compétitivité économique. Une augmentation de la part de l’énergie renouvelable dans les matrices nationales en matière d’énergie est fondamental si l’on veut améliorer la compétitivité et la résilience des commerces tout en élargissant la résilience économique, sociale et environnementale. Notre niche potentielle : surmonter les barrières en matière de politiques et de réglementations. | L’ECPA continuera à identifier et à surmonter les barrières en matière de politiques et de réglementation, et à partager de bonnes pratiques ainsi que des solutions. Aider les États membres à élaborer leur propre réponse, basée sur les besoins et les ressources locaux. Résultats spécifiques attendus :  | **Interne (OEA) :** Le Département de l’énergie durable du SEDI, (possibilité de collaboration avec ACF/ACE, réunion ministérielle de science et de technologie et petits centres d’affaires), CICTE. **Externe :** *Compete Caribbean*, de la BID, est un partenaire potentiel. | **Partage de connaissances et de bonnes pratiques :** - Participation à des séries de réunions virtuelles, de webinaires et d’ateliers virtuels. |
| Élaboration et adoption d’un cadre stratégique et de politiques pour les véhicules électriques  |
| Amélioration de la résilience et de la fiabilité des systèmes énergétiques |
| Renforcement des normes relatives aux électroménagers |
| Vérifications énergétiques. Cybersécurité et énergie.  | Partenariat inter-secrétariats avec le CICTE. |

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.6. Renforcement des capacités des États membres d’obtenir des institutions efficiences, effectives, responsables et inclusives qui permettent le développement durable, conformément aux buts et mesures stratégiques énoncés dans la section 3.6 du PIDS.** |
| **Commerce et environnement :** |
| **Accord de coopération avec l’Accord de libre-échange entre l’Amérique centrale et la République dominicaine**  | Le commerce respectueux de l’environnement stimule grandement la compétitivité ainsi que la résilience sociale, économique et environnementale. Un plus grand respect des normes environnementales appuyé de façon soutenue par la société civile aide à établir des paramètres clairs qui rendent le commerce possible.  | Suivi du cadre élaboré pour évaluer la situation des pays dans le programe.  Analyse et compilation de renseignements sur la coopération environnementale et de renseignements complémentaires. | **Interne (OEA) :** Département du développement économique. **Externe :** CENPROMYPE  |   |
| Conception et réalisation de visites sur les lieux et d’entrevues avec des personnes intéressées dans les pays qui font partie de l’accord de libre-échange CAFTA-DR (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et République dominicaine)  |
| Large diffusion des résultats du Programme de coopération environnementale du CAFTA-DR :  Utilisation accrue des médias sociaux et autres médias numériques pour communiquer les résultats. Préparation d’infographies ou de visualisation de données qui reflètent les résultats et les réalisations du Programme de coopération environnementale. |
| Dans le cadre de l’Accord de coopération environnementale, des étudiants recevront une formation qui leur permettra d’évaluer la résilience de PME. Le Centre régional de promotion de la micro, petite et moyenne entreprise (CENPROMYPE) travaille à mettre sur pied un programme d’établissement d’indicateurs de la résilience.  | Formation d’étudiants pour qu’ils puissent évaluer la résilience de PME.  |
| Transfert de leçons tirées à des programmes pour les PME gérés par le Département du développement économique.  |
| **Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Pérou** |    | Appui aux opérations du Secrétariat pour des demandes relatives à des questions portant sur le respect des normes environnementales dans le cadre de l’Accord de libre-échange  |  |  |
| Élaboration d’un plan stratégique ainsi que d’une stratégie de divulgation des mises à jour : conscientisation plus grande relativement au Secrétariat ainsi qu’à son rôle et ses fonctions, de même qu’au processus continu d’appels d’offres destinés à des personnes intéressées du Pérou et des États-Unis. |
| Réception et traitement de soumissions présentées aux termes de l’article 18.8 et élaboration de registres sur des faits aux termes de l’article 18.9 de l’Accord de coopération environnementale entre les États-Unis et le Pérou. |
| Amélioration de la gouvernance en matière environnementale et de la responsabilisation au Pérou et aux États-Unis, en conformité avec l’Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Pérou. |

|  |
| --- |
| **DÉPARTEMENT / SECTION : DÉVELOPPEMENT HUMAIN, ÉDUCATION ET EMPLOI** |
| **INITIATIVES / ACTIVITÉS :** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS**  | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE / ADAPTATION À LA COVID19**  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promouvoir l’éducation et le développement humain dans les Amériques.** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin qu’ils puissent offrir une éducation de qualité, inclusive et équitable.** |
| **Dialogue en matière d’éducation et de politiques :**  |
|  | Appuyer la mobilité universitaire entre les États membres, aux niveaux régional et international, en partenariat avec l’Institut international de l’UNESCO pour l’enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC), en contribuant particulièrement à faciliter les processus de ratification et de mise en œuvre de l’accord régional et de l’accord mondial sur la reconnaissance des études et des diplômes de l’enseignement supérieur. | Rapport sur les pays intéressés à adopter et à mettre en œuvre ces cadres pour résoudre des problèmes en matière de migration qui affectent la compétitivité et la résilience des systèmes d’éducation  | **Externe :** Institut international de l’UNESCO pour l’enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNESCO-IESALC), bureau et groupes de travail de la CIE. | **Partage de connaissances et échange de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des occasions d’apprendre, de partager des projets, des données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à mettre en place, reproduire ou adapter des initiatives visant à affronter les défis plantés par la COVID-19.- Participation à une série de réunions virtuelles, webinaires et ateliers virtuels.- Portefeuille de ressources en matière de développement ainsi que de réponses d’États membres à la COVID-19 en matière d’éducation. |
| Faire un sondage sur la pertinence et/ou l’application des concepts de résilience et de compétitivité dans les politiques en matière d’éducation publique, par le biais des mécanismes de dialogue politique et du bureau de la CIE.  | Rapport sur l’état de la situation préliminaire de la question dans la région. |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCEE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS PRÉVUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.2. Renforcer la profession d’enseignant dans les États membres en créant un plus grand nombre d’occasions de suivre des formations.** |
| **Dialogue politique en matière d’éducation :**  |
| **Processus de la Réunion des ministres de l’éducation et de la Commission interaméricaine de l’éducation** | Collaborer à promouvoir la règle de droit par le biais de l’éducation et du renforcement des capacités des enseignants. | Partager avec les États membres intéressés les guides et les lignes directrices adressés aux enseignants sur l’importance de la règle de droit en partenariat avec UNESCO-OREALC. |  **Externes :** Bureau régional de l’UNESCO pour l’Amérique latine et les Caraïbes et groupes de travail de la CIE. |  **Partage de connaissances et de bonnes pratiques :** Systématisation d’expériences mises en place. |
| **Éducation - Enseignant** |
| **Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED)** |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| **Éducation – Enseignants / STIM :** |
| **Réseau interaméricain de formation des enseignants (RIED)Équipes de projet Bourse d’études pour les enseignants Séminaire annuel Échange de coopération Subvention de démarrage** | La formation des enseignants en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) encourage la promotion de la règle de droit et, à ce titre, contribue à stimuler la résilience des systèmes d’éducation.Appuyer la qualité dans l’enseignement des STIM (et la formation des enseignants en STIM) afin de promouvoir une pensée critique et novatrice dans le but de répondre aux questions émergentes relatives à l’énergie ainsi qu’à la résilience climatique mondiale. Appuyer des facettes spécifiques à chaque discipline de même que des facettes interdisciplinaires de la formation des enseignants ayant trait aux STIM, qui sont des compétences fondamentales pour des économies et des main-d’œuvre novatrices et compétitives. | Les ministères de l’éducation ont accru la quantité de perfectionnement professionnel de qualité en STIM qu’ils offrent aux enseignants. | **Interne :** Portail des Amériques (cours en ligne ouvert à tous), CIE.**Externe :** Centre international de physique théorique / Bureau régional de l’UNESCO pour l’Amérique latine et les Caraïbes, projet de simulations interactives pour l’enseignement de la physique à l’Université du Colorado à Boulder, dynamique (Centre de formation des enseignants du Pérou) | **Renforcement des compétences en enseignement :** Le RIED animera une série de webinaires sur les outils, les ressources et les stratégies d’enseignement des STIM pendant la quarantaine. |
| Accroissement du leadership partagé en matière d’éducation dans l’ensemble de la région par le biais de la collaboration entre les ministères, les représentants d’institutions et des enseignants exceptionnels afin d’apporter une réponse à des questions émergentes en matière de formation des enseignants. |
| Aborder des stratégies visant à aider les femmes surmonter des obstacles fréquents dans l’enseignement des STIM. |
|
|
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS PRÉVUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |
| **Portail éducatif des Amériques :** Favoriser à des citoyens des États membres de l’OEA l’accès à une éducation de qualité par le biais de technologies de l’information et de la communication (TIC). | Le programme vise à combler le fossé numérique dans les Amériques en encourageant l’intégration des TIC dans la salle de classe et la formation des enseignants en innovation et en compétences générales. L’accès à la technologie, la pensée novatrice et l’acquisition d’aptitudes pour relever les défis du XXIe siècle contribuent au développement d’un capital humain plus compétitif et plus créatif dans les pays bénéficiaires, des attributs qui sont importants pour accroitre la résilience. | Le programme ProFuturo a été exécuté dans cinq pays de la Caraïbe et cinq pays d’Amérique centrale pour appuyer le programme de ces pays en matière d’éducation.Promotion de dialogues sur l’éducation numérique à l’échelle régionale et locale.Réduction du fossé en matière d’éducation numérique dans les États membres participants au moyen de l’accès à du matériel technologique dans 92 écoles primaires de ces pays, accompagné de la formation de plus de 1 200 enseignants en innovation et en utilisation des TIC pour l’éducation dans les pays de la Caraïbe et accès à un contenu éducatif numérique accordé à plus de 23 900 enfants dans des pays de la Caraïbe. | **Internes (OEA) :** CIE, RIED.**Externes :** Fondation ProFuturo, ministères de l’éducation de cinq pays de la Caraïbe et cinq pays d’Amérique centrale. | **Partage de connaissances et de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des opportunités d’apprendre, de partager des projets, des données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à mettre en œuvre, répliquer ou adapter des initiatives visant à mitiger les défis posés par la COVID-19. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE :** | **3.3. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres à offrir une prise en charge globale de la petite enfance.** |
| **Dialogue politique en matière d’éducation :** |
| **Processus de la Réunion interaméricaine des ministres de l’éducation et Commission interaméricaine de l’éducation**  | Participer à des dialogues sur l’application de politiques en matière de santé et de nutrition en coopérant avec l’Organisation panaméricaine de la santé et avec les membres du Groupe de travail interaméricain sur les maladies non transmissible (MNT) par l’intermédiaire des ministères de la santé. | Conscientisation aux meilleures pratiques dans le domaine des achats publics de produits alimentaires bons pour la santé dans les écoles afin d’intervenir et de contrôler des questions relatives à l’obésité et à la malnutrition dans les écoles. | **Externe :** OPS |  **Partage de connaissances et de bonnes pratiques :** Systématisation d’expériences effectuées en faveur de la petite enfance en réponse à la COVID-19. |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS PRÉVUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE :** | **3.4. Favoriser aux États membres l’accès à la possibilité d’obtenir une éducation de qualité, inclusive et équitable à tous les niveaux, selon toutes les modalités, et dans les quatre langues officielles de l’Organisation.** |
| **Programme de bourses d’études universitaires de l’OEA :** Octroyer tous les ans des bourses d’études pour des maîtrises, des doctorats ou de la recherche aux deuxième et troisième cycles menant à un diplôme universitaire.  |  |  En 2020, on s’attend à ce que le Programme de bourses d’étude de l’OEA accorde 3000 bourses d’études dans les États membres pour élargir l’accès à des études de qualité et renforcer le développement professionnel dans des domaines spécialisés du travail, comme suit : -Quarante-sept bourses d’études pour des baccalauréats, des maitrises et des doctorats.-Deux cent cinquante cours de développement professionnel.-Trois mille bourses dans le cadre du PAEC pour des études de maitrise et de doctorat ainsi que des certificats de formation professionnelle. | **Interne (OEA) :** Le SEDI en entier et le CICTE.**Externe :** Gouvernement du Chili. Des négociations sont en cours avec les gouvernements de la Barbade et de Sainte-Lucie relativement à de nouveaux programmes de bourses d’études. -Des bourses d’études seront octroyées en partenariat avec les gouvernements d’États membres, ainsi qu’avec plus de 160 universités publiques et privées dans des États membres de l’OEA ainsi que dans des pays observateurs permanents, de même que d’autres institutions d’enseignement.- Nouveau programme éventuel avec Structurale en Espagne dans lequel 3 400 nouvelles bourses seront offertes par années pour des études en ligne en ingénierie et en architecture. | **Élargir l’accès à l’éducation :**À partir de mai, le SEDI offrira 50 cours de perfectionnement gratuits avec le soutien de partenaires stratégiques. D’autres cours en ligne sont en cours de négociation. |
| **Programme de bourses de développement professionnel :** Ce programme offre aux citoyens et aux résidents permanents des États membres de l’OEA des formations à court terme (sur place, en ligne ou un mélange des deux) pour élargir et renforcer leur développement professionnel dans des domaines de travail spécialisés.  | Contribuer au développement du capital humain, ce qui entraine la résilience, la compétitivité et le développement dans les pays de la région.  |  |
| **Le Programme d’alliances pour l’éducation et le perfectionnement (PAEC)** collabore avec des universités et d’autres institutions d’enseignement supérieur d’États membres de l’OEA et de pays observateurs en vue d’internationaliser leurs universités afin de former et de renforcer le capital humain dans la région.  | On soulignera les universités qui offrent des programmes d’études en changement climatique, en gestion des risques et des catastrophes, en résilience des TI et reprise après catastrophe, en études sur la sécurité et la résilience, en conception et résilience, en sécurité humaine et résilience et en résilience urbaine. Projet de l’OEA et du gouvernement du Chili de bourses d’études et de formation à l’intention de la Caraïbe afin de renforcer la capacité de la CARICOM dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique en abordant les dimensions systémiques, institutionnelles et individuelles de la formation des ressources humaines en vue du développement résilient au climat dans la Caraïbe. |  |
| Trois mille bourses d’études menant à des diplômes de maitrise et de doctorat ainsi qu’à des certificats de développement professionnel. |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS PRÉVUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |
| **Portail éducatif des Amériques :** Promouvoir l’accès à une éducation de qualité par le biais des technologies de l’information et de la communication (TIC), avec le paiement des frais de scolarité pour les cours de développement professionnel en ligne pour les citoyens des États membres de l’OEA. |  En facilitant l’accès à une formation en ligne de perfectionnement professionnel sur des sujets divers, le Portail éducatif contribue au développement du capital humain, menant ainsi à un accroissement du degré de compétitivité dans les pays de la région. | 450 personnes ont profité de bourses d’études pour une formation de développement professionnel, et plus de 1000 personnes ont eu accès gratuitement à des cours en ligne offerts à tous.  | **Interne (OEA) :** CIE, RIED, autres départements du SEDI, CITEL, DRH, DPE. Collaborations éventuelles avec le SSM et la CIDH.**Externe :** FUPADF, Accord Andrés Bello, FLACSO Chili, Université pontificale bolivarienne (UPB), autres partenaires universitaires. | **Renforcement des compétences en enseignement :** Le Portail éducatif des Amériques et la Fondation ProFuturo lanceront une série de capsules vidéo présentant des opinions, des expériences et des recommandations de ministères de l’éducation et d’institutions d’enseignement sur l’éducation virtuelle et numérique.  |
| Par le biais d’une série de composantes éducatives et technologiques, le SEDI peut créer des opportunités de partager et de construire conjointement des connaissances sur la résilience au sein de l’OEA et à l’extérieur de celle-ci. | Au moins deux solutions en matière d’éducation ont été proposées à d’autres secrétariats ou initiatives de l’OEA |
| L’intégration des connaissances, de l’expérience et des ressources de l’OEA sur la résilience peut accroitre grandement la valeur ajoutée de l’OEA sur cette question.  | Les besoins d’autres secrétariats en matière de formation ainsi que des initiatives de l’OEA ont été cernés et des propositions de collaboration ont été présentées, tirant parti de l’expérience technique et des outils technologiques du Portail éducatif des Amériques.  | **Collaboration en matière de sécurité :** Le Portail éducatif des Amériques se joint au Département de la sécurité publique de l’OEA pour apporter une réponse à la COVID-19 en créant un réseau virtuel sur la sécurité pour faciliter l’échange, la systématisation et la consultation de renseignements dans des domaines relatifs à la sécurité et à la justice criminelle, aux systèmes d’urgence et à la sécurité, aux observatoires de la criminalité et aux prisons. |
| Collaborer avec d’autres départements du SEDI pour rédiger une proposition globale sur la résilience et les catastrophes naturelles. |   |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |
| **Le programme du Fonds Rowe :**Programme de prêts pour études de l’Organisation des États Américains (OEA) qui aide les citoyens d’États membres de l’OEA d’Amérique latine et des Caraïbes à financer leurs études ou leur recherche dans des universités accréditées des États-Unis en accordant des prêts sans intérêt s’élevant jusqu’à 15 000 $ US.  | Explorer des opportunités offertes par des universités des États-Unis en matière de résilience, en particulier de la formation en ligne gratuite ou peu couteuse sur la résilience et la compétitivité.  | Aide financière accordée à plus de 100 citoyens de 32 États membres de l’OEA pour qu’ils terminent des études universitaires dans des universités des États-Unis.  | **Interne (OEA) :** Collaboration avec la DRH et l’Association du personnel de l’OEA.**Externe :** Partenariat informel avec de nombreuses entités dont des universités américaines, Education USA, des programmes de prêts et de bourses d’études, BMI, WIEC, NAFSA et des institutions de HEI. États membres de l’OEA. | **Soutien pour nos étudiants internationaux :** Un montant additionnel de 2 000 $ US a été ajouté aux prêts sans intérêt du programme du Fonds Rowe. |
| Plus de 30 prêts pour études ont été accordés à des membres du personnel du SG/OEA pour leurs études ou celles de leurs personnes à charge. |
| Satisfaction de plus de 400 parties prenantes conservée, gestion de plus de 400 comptes et portefeuilles de titres et visibilité accrue du programme dans les pays les moins représentés.  |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |

|  |  |
| --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **4. Promotion du travail décent, digne et productif pour tous.** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **4.1. Accroissement des capacités des États membres de renforcer les systèmes d’éducation et d’apprentissage tout au long de la vie afin de mieux préparer la main-d’œuvre.**  |
| **Travail :** |
| **Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT).** | Appuyer une meilleure coordination entre l’éducation et le travail, afin de rendre les systèmes d’éducation et d’apprentissage tout au long de la vie mieux renseignés et plus adaptatifs aux changements technologiques et aux besoins émergents du secteur de la production. Traiter le fossé des compétences, cerner et élaborer des “capacités pour l’avenir” et mieux préparer la main-d’œuvre ont été reconnus comme des mesures de base pour accroitre la productivité et la compétitivité dans les Amériques. Ces deux mesures contribuent également à bâtir des économies plus résilientes et plus durables.  | Élaboration d’un cadre régional de qualification dans le but de guider les systèmes nationaux de qualification. |   | **Partage de connaissances et échange de bonnes pratiques :** Les États membres ont accès à des occasions d’apprendre, de partager des projets, des données d’expériences et d’autres ressources qui peuvent aider à déployer, reproduire ou adapter des initiatives destinées à mitiger les défis posés par la COVID-19.- Participation à une série de rencontres virtuelles, de webinaires et d’ateliers en ligne.- Portefeuille de ressources en matière de développement et réponses des États membres à la COVID-19 en ce qui concerne le travail. |
| **Réseau interaméricain pour l’administration du travail (RIAL)** |
| **INITIATIVES ET ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE ET ADAPTATION À LA COVID-19** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **4.2. Améliorer les capacités institutionnelles des États membres leur permettant de promouvoir des conditions de travail et des occasions d’emploi pour les populations dans des situations vulnérables et pour tous les groupes confrontés à d’importants défis sur le marché du travail.** |
| **Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT), CEATAL et COSATE.** | Accroissement du rythme de travail à des plateformes numériques (comme Uber, Rappi, Amazon Mechanical Turk, entre autres) au cours des dernières années, et c’est là l’une des tendances de l’avenir du travail. Les gouvernements discutent actuellement de s’ils doivent réglementer ces plateformes et comment le faire; comment aborder les droits et obligations au travail, et comment protéger toutes les personnes concernées.  | Les gouvernements sont plus informés et ils ont pris des mesures collectives pour aborder les conditions de travail des personnes qui travaillent à des plateformes numériques.  | **Interne (OEA) :** Commission interaméricaine des femmes (CIM) | Comme ci-dessus. |
| **Réseau interaméricain pour l’administration du travail (RIAL)** | Appuyer les gouvernements dans ces discussions contribue à les rendre plus résilients à la réalité en changement constant du marché du travail. | Les gouvernements ont accru leurs connaissances et leur capacité de faire ce qui suit : 1) intégrer la perspective de la parité hommes-femmes dans leur fonctionnement, leurs politiques et leurs programmes, et 2) élaborer des initiatives ou des stratégies visant à élargir l’accès au marché du travail et à améliorer les conditions de travail pour tous les groupes qui font face à des défis importants, comme les jeunes et les personnes handicapées, entre autres. |
|   | Atteindre l’égalité des sexes, et rendre le marché du travail plus inclusif et plus juste sont une étape vers des économies plus productives, plus compétitives et plus résilientes. Les personnes qui font face à des défis plus importants sur le marché du travail (comme les jeunes) sont celles sur lesquelles les chocs externes ont les répercussions les plus importantes, comme des études l’ont constaté après la crise financière. Les jeunes sont habituellement les premiers à être renvoyés lors de contractions économiques.  |

|  |
| --- |
| **DÉPARTEMENT/SECTION : BUREAU EXÉCUTIF – SECTION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE**  |
| **INITIATIVES / ACTIVITÉS :** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS**  | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** | **RÉPONSE / ADAPTATION À LA COVID-19**  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. Encourager la coopération et les partenariats en matière de développement** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.1. Encourager la coopération bilatérale, sud-sud, triangulaire et internationale dans le Continent américain** |
| **Coopération :** |
| Fonds de coopération pour le développement (FCD) | Présenter aux États membres pour examen “Resilience and Competitiveness” (résilience et compétitivité) comme un point central éventuel du prochain cycle de programmation. | Cycle de programmation 2017-2021 du FCD en cours d’exécution.  | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI et DOITS. **Externe :** Organismes de coopération des États membres, secteur privé et secteur universitaire à déterminer. | **Nouvel établissement des priorités concernant les mesures relatives à la coopération et aux partenariats :**Le Conseil d’administration de l’Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD) révise actuellement le Plan de travail de 2020-2021 de l’AICD à la lumière des incidences sociales, économiques et sanitaires de la crise causée par la pandémie de COVID-19.  |
| Établissement et approbation (par le Conseil d’administration de l’AICD) du domaine d’action pour le cycle de programmation 2021-2024 du FCD de l’OEA. |
| Le caractère éligible des États membres et le budget proposé pour le cycle de programmation 2021-2024 du FCD de l’OEA sont présentés au Conseil d’administration de l’AICD.  |
| CooperaNet : le carrefour en ligne pour la coopération et les partenariats stratégique. | “Cooperation Exchange” (partage de coopération) : un appel spécifique est lancé pour recevoir des offres de coopération et des besoins dans les domaines de la résilience et de la compétitivité.  | Publication de plus de 400 offres de coopération et 20 besoins en matière de coopération. Un appel spécifique a été lancé pour des offres ou des besoins en matière de coopération dans les domaines de la résilience et de la compétitivité.  |
| “Interactive Library” (bibliothèque interactive) : inclure les ressources pertinentes et créer un groupe de discussion sur la résilience et la compétitivité.  | Participation de partenaires actifs en matière de développement dans tous les services du SEDI.  |
| “Connect with an Expert” (communiquer avec un expert). Utiliser les réseaux existants au sein du SEDI pour élargir le répertoire d’experts.  | Participation d’experts internes et externes.  |
|   | Tenue d’au moins 3 séances de formation avec les points focaux.  |

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.2. Encourager la formation de partenariats multisectoriels efficients pour aider les États membres à atteindre les objectifs de développement durable.** |
| **Partenariats** |
| La stratégie de mobilisation du SEDI avec le secteur privé et d’autres partenaires devient opérationnelle. | Porter une attention particulière à la résilience dans la liste organisée de partenaires potentiels afin de guides les efforts de mobilisation. | Continuer à chercher et à obtenir des partenariats basés sur des lignes directrices établies (mesure en cours au niveau institutionnel). | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI. **Externe :** Secteur privé, autres organisations, banques multilatérales et secteur universitaire à déterminer. | **Capitaliser sur les partenariats :**Identifier d’autres partenaires du secteur privé qui offrent spécifiquement des solutions à la crise, et partager des offres avec les États membres. |

CIDRP02882F06